

Pollution du golfe de Gênes, la menace "écartée" en Corse

Après la rupture d'une digue retenant du pétrole aux abords d'une raffinerie de Gênes, une nappe de deux kilomètres de long menace la Riviera. Selon les autorités, aucune trace de pollution n'a été constatée près des côtes de l'île



Le Falcon 50 de la Marine nationale a effectué des vols de surveillance de la zone, ne constatant aucune pollution. Ci-dessus à gauche les côtes de Savona et à droite, la Côte d'Azur avec Menton et Monaco.

/PHOTOS MARINE NATIONALE

La préfecture maritime est catégorique : "Il n'y a, très clairement, aucune raison de s'inquiéter pour le littoral de la Corse".

Après la marée noire, annoncée tous azimuts à la suite de la pollution découverte samedi au large du golfe de Gênes, à environ 90 kilomètres des côtes du Cap Corse, les autorités, italiennes et françaises, s'efforcent de dédramatiser la situation qui avait pourtant, a priori, tout de dramatique.

Tout a commencé, en réalité, il y a une semaine. Le 17 avril, lors du déchargement d'un navire aux abords d'une raffinerie située au nord de Gênes, la rupture d'un conduit de pétrole terrestre provoque une fuite d'environ 500 tonnes d'hydrocarbures déversées accidentellement dans le fleuve Polcevera.

Dans un premier temps, les autorités italiennes déploient en urgence une batterie de moyens et mettent en place

des barrages afin de contenir la pollution et d'éviter qu'elle ne se propage jusqu'à la mer Méditerranée. Problème : dans la nuit de vendredi à samedi, les fortes intempéries qui s'abattent sur le golfe de Gênes conduisent à la rupture de l'un des barrages de confinement, ouvrant la voie à une partie des produits polluants vers la mer. Conséquence : une nappe de près de deux kilomètres de long et de 500 mètres de large se forme au fond du golfe de Gênes. Il n'en fallait pas plus pour susciter la crainte de la population locale, mais aussi dans le monde politique, y compris insulaire, vent debout devant le risque environnemental. Le conseil exécutif de Corse a d'ailleurs demandé une réunion de crise afin que toutes les précautions nécessaires soient prises en cas de risque pour les côtes de l'île. "Nous sommes très vigilants sur l'évolution de la situation", assure Agnès Simonpie-

tri, présidente de l'office de l'environnement. "Nous sommes en contact permanent avec la préfecture maritime pour être informés de l'évolution de la situation en temps réel".

Un important dispositif déployé entre la France et l'Italie

Face à la menace d'une marée noire, les gardes côtes génois ont déclaré, dès samedi matin, la situation d'urgence locale. Dans la foulée, de nombreux moyens nautiques anti-pollution ont été mobilisés par les autorités italiennes dans le golfe de Gênes et à l'embouchure du fleuve, avec des activités de pompage et de nettoyage. "Neuf bateaux italiens interviennent sans interruption depuis samedi à l'embouchure du golfe", détaille le capitaine de corvette Yann Bizien, porte-parole de la préfecture maritime de la Méditerranée. En prévention, un plan

d'intervention franco-italo-monégasque, intitulé "Ramagepol", a été diligenté afin de parer à toute éventualité. Hier matin, les autorités italiennes ont assuré que la situation était sous contrôle, expliquant que "la pollution signalée à la sortie du fleuve Polcevera était bien circonscrite devant Gênes. Il s'agit principalement d'irisations et de quelques particules de pétrole lourd".

"Pas un désastre, mais un incident sérieux"

Côté français, le préfet maritime de la Méditerranée, Yves Joly, a fait appareiller le Jason, navire spécialisé dans la lutte anti-pollution, au large de Nice. Avec deux missions principales : protéger le littoral et les eaux françaises, et apporter une aide aux autorités italiennes si celles-ci en manifestent le besoin. Pour le volet aérien, un avion Falcon 50 de la marine nationale effectue, depuis

samedi après-midi, des vols de surveillance sur la zone. "Aucune trace de pollution n'a été constatée dans les approches françaises", explique Yann Bizien, ni au large du département des Alpes-Maritimes, ni dans la partie sud du golfe de Gênes et au nord du Cap Corse". De nouveaux vols de surveillance sont prévus dans les prochains jours, mais les autorités affirment d'ores et déjà que la Corse "n'est pas menacée" et que "la nappe n'ira pas en France". D'autant que les conditions météorologiques demeurent, pour l'heure, plutôt favorables : "actuellement, les vents sont de secteur sud-Ouest et les courants dérivent vers le nord, explique-t-on du côté du Cross Med. Les prévisions de dérive réalisées confirment que la pollution resterait circonscrite devant Gênes".

Hier soir, les autorités ont assuré que le gros du pétrole avait été pompé dans la Polcevera,

et que la nappe de pétrole au large de la Riviera italienne s'était d'ailleurs en grande partie dissoute, "ne créant plus de risques pour les plages des côtes italiennes et françaises".

Il n'en demeure pas moins que, malgré les moyens déployés, cette catastrophe ne restera pas sans causer de dégâts au plan écologique. Interrogé hier par nos confrères du quotidien italien *La Repubblica*, Federico Valerio, chimiste environnemental, n'a pas caché son inquiétude : "Ce n'est pas un désastre, mais c'est un incident sérieux qui n'aurait pas dû se produire, commente le scientifique. Le système de prévention en place a échoué, et le plus lourd tribut sera pour le torrent où a eu lieu le déversement. Les conséquences toxiques auront forcément des répercussions sur son écosystème pendant des mois, sinon des années".

Julian MATTEI

jumattei@corsematin.com